

SAHARA OCCIDENTAL / UE**Le Parlement européen réaffirme le droit international alors que l'Espagne veut en sortir**

L'intergroupes parlementaire européen "Paix pour le peuple" sahraoui a dénoncé, rigoureusement, à partir de Bruxelles le plan d'autonomie marocain présenté, ces dernières semaines et rendu comme une proposition de paix pour la région.

Les eurodéputés ont, non seulement rejeté le plan mais considéré qu'il constituait une "manœuvre dilatoire" dressée comme obstacle pour empêcher le libre exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination.

Alors qu'au printemps prochain, le Conseil de sécurité de l'ONU doit encore une fois examiner le dossier sahraoui et au moment même où le nouveau secrétaire général de l'ONU a proposé un nouveau représentant dans la région pour réanimer la Minurso (Mission des Nations unies par le référendum au Sahara occidental), le Maroc veut torpiller toutes les résolutions onusiennes et le plan de paix y afférent en voulant, tout simplement, faire entériner sa décision de sortir de la légalité internationale. Projet, bien entendu, que l'intergroupes paneuropéen a refusé

catégoriquement. Rappelons tout de même que cette coalition parlementaire présidée par la députée socialiste européenne Karin Scheele regroupe l'essentiel des groupes. Y sont représentés les droites et centre-droit, les socialistes, les libéraux, les verts, les chrétiens démocrates et les sociaux-démocrates.

La fermeté des europarlementaires ne doit, cependant pas occulter les positions de plus en plus favorables aux thèses du Maroc, de l'Espagne et de la France. Concernant cette dernière, notons l'empressément avec lequel le président Chirac a salué l'initiative marocaine la qualifiant de "constructive".

Ce qui, néanmoins inquiète les observateurs et les experts, ici, est l'alignement de plus en plus manifeste et visible de l'Espagne de Zapatero sur Rabat. Après avoir "osé" s'abstenir de voter la dernière résolution de l'ONU réaffirmant sa compétence dans la règlement de la question — une première en l'occurrence — Madrid a franchi un nouveau pas dans cette direction en contractant un juteux marché de

De notre bureau de Bruxelles,
Azizou Mokhtari

vente d'armes au Maroc. Ce qui a mis mal à l'aise, très mal à l'aise la base du PSOE, Parti socialiste au pouvoir qui dans sa grande majorité est favorable au peuple sahraoui.

Cette décision de Zapatero risque, d'ailleurs, d'éclabousser et de faire chanceler le gouvernement parce que la droite de ce pays, à travers les nombreux médias qu'elle contrôle, est en train d'apporter des éclairages gênants sur les liens entre certains dirigeants socialistes espagnols. Liens, plus à classer dans les chapitres, "corruption", de type mafieux que dans ceux de l'intérêt ou même de la raison d'Etat.

Il n'empêche que la nouvelle politique espagnole envers le Sahara occidental est inquiétante à plus d'un titre. Elle risque d'allumer le brasier éteint depuis 1991. Depuis, précisément, les accords signés entre le Maroc et le Polisario.

A. M.

IRAK**La Chambre US désavoue la conduite de la guerre par Bush**

La Chambre des représentants américaine a symboliquement désavoué vendredi la stratégie du président George W. Bush, en Irak, en adoptant un texte dont la Maison-Blanche a immédiatement souligné qu'il n'influencerait pas son action. Avant d'ouvrir dans les semaines qui viennent un débat sur le financement de la guerre, qui divise la nouvelle majorité démocrate, les parlementaires ont désapprouvé lors d'un vote, par 246 voix contre 182, l'envoi de 21 500 militaires supplémentaires. La majorité démocrate a voté en bloc, seuls deux de ses membres votant contre, rejointe par 17 des 201 élus appartenant au parti républicain du président Bush. Six parlementaires se sont abstenus. Ce texte non contraignant représente le plus cinglant désaveu jamais essuyé par le président George W. Bush sur sa conduite de la guerre. "C'est un message puissant, exprimant la volonté du peuple, que l'Administration ne peut pas ignorer", a affirmé le président démocrate de la commission des affaires étrangères, Tom Lantos. La résolution de la Chambre stipule en dix lignes que "le Congrès désapprouve la décision du président George W. Bush annoncée le 10 janvier 2007" d'envoyer des renforts, et que "le Congrès et le peuple américain vont continuer à soutenir et protéger les membres des forces armées américaines qui servent ou ont servi courageusement et honorablement en Irak". "Cette résolution n'a pas de caractère contraignant", a souligné le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow. Le Pentagone a d'ailleurs annoncé vendredi l'accélération du rythme des renforts, 1 000 soldats devant embarquer pour l'Irak en mars, trois mois avant la date prévue. "S'ils croient que les sentiments de la Maison du peuple, exprimés par une majorité écrasante, sont insignifiants et seulement symboliques, eh bien notre démocratie est en danger", a rétorqué le chef de la majorité, Steny Hoyer. "Le président ne peut pas mettre son veto au jugement, au conseil et à l'avis du Congrès des Etats-Unis", a-t-il souligné. Le vote a eu lieu après une minute de silence en hommage aux combattants, au terme du débat le plus solennel jamais organisé sur la guerre en Irak depuis l'invasion de mars 2003. Pendant quatre jours, près de 400 parlementaires ont eu la parole. La Maison-Blanche avait d'avance minimisé la portée du vote. "Le débat important commencera quand on parlera du soutien que le Congrès accordera ou non aux militaires", avait déclaré un porte-parole, Scott Stanzel. Une allusion au débat des semaines à venir, quand il s'agira de voter le budget de la "guerre contre le terrorisme", à commencer par un collectif de plus de 93 milliards de dollars pour 2007. L'aile gauche du parti démocrate et le candidat à la présidentielle John Edwards, ex-sénateur, poussent le Congrès à couper les crédits de la guerre. L'état-major démocrate, de son côté, assure qu'"il n'y aura pas de suppression des fonds pour les troupes sur le terrain". Mais Jack Murtha, président de la sous-commission chargée des budgets militaires, a annoncé qu'il imposerait des conditions telles pour le déblocage de fonds supplémentaires que les déploiements futurs seraient compromis. "Il faut refuser au président (Bush) la capacité à envoyer plus de troupes en Irak, en insistant plutôt sur le rétablissement de nos capacités militaires", a déclaré M. Murtha dans un entretien à l'organisation de gauche MoveOn.org. Le débat sur l'Irak devait se prolonger hier au Sénat, où il avait tourné court il y a dix jours : l'état-major démocrate a sacrifié un congé parlementaire pour organiser un vote de procédure sur le texte de la Chambre.

Il risque d'échouer une nouvelle fois, mais, pour l'influent démocrate Charles Schumer, peu importe : "Nous faisons peu à peu monter la pression sur le président (Bush), et nous allons continuer", a-t-il prévenu vendredi.

I. T.

SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI**Le comité algérien dénonce le double jeu de la France**

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (Cnasp) rappelle dans un communiqué diffusé hier que le règlement de la question sahraouie «doit être conforme en tout point de vue à la légalité internationale et au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Le comité appelle les parties en conflit à mettre en œuvre le plan Baker après l'avoir

appuyé. «Le Conseil de sécurité réaffirme son attachement et la responsabilité qui lui incombe dans le processus devant conduire au parachèvement de la décolonisation du territoire du Sahara». Cette position du Conseil de sécurité a été approuvée par le Comité algérien qui voit en cette disposition «la voie la plus appropriée pour un règlement juste, équitable et définitif du conflit». Cependant,

le Cnasp note avec regret la politique du président français Jacques Chirac qui consiste à encourager et soutenir le royaume du Maroc dans «ses manœuvres dilatoires et continuer ainsi à fuir la légalité internationale en évoquant une fois de plus des projets de solutions fondamentalement inacceptables par le peuple sahraoui». Il s'agit du projet de résolution marocain rejeté sur le fond et

sur la forme par les concernés eux-mêmes. Face à ces agissements, le Comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui marque son opposition au projet marocain et appelle le Conseil de sécurité à prendre ses responsabilités et à agir pour faire respecter par le Maroc le droit international et la charte de l'ONU en matière de décolonisation.

I. T.

ITALIE**Romano Prodi juge nécessaire une "solution politique" en Afghanistan**

Le chef du gouvernement italien Romano Prodi a réitéré vendredi soir au président afghan Hamid Karzai l'engagement de son pays de "tenir fermement ses engagements en Afghanistan", mais jugé "nécessaire une solution politique au problème afghan". "J'ai réitéré la position italienne de tenir fermement notre présence, mais j'ai fait valoir la nécessité d'une solution politique au problème afghan", a déclaré, lors d'une conférence de presse, M. Prodi qui recevait à Rome M. Karzai. Le président du conseil italien a ajouté que, même si une solution politique en

Afghanistan n'était pas une "perspective immédiate", il estimait qu'il fallait "impliquer les pays voisins" pour faciliter une "solution politique".

Il a enfin assuré que l'Italie n'avait pas l'intention de répondre favorablement à l'appel lancé jeudi par le président américain George W. Bush aux pays de l'Otan pour qu'ils fournissent plus de troupes pour la mission en Afghanistan en prévision d'une offensive des talibans au printemps.

"Le discours du président Bush ne change pas la stratégie et les missions de la présence italienne (...) qui est déjà

consistante", a-t-il affirmé. Avec 2 000 soldats sur place, l'Italie est un important contributeur de la force internationale en Afghanistan. M. Karzai, pour sa part, a estimé qu'il n'y aurait pas d'offensive de printemps des talibans si ceux-ci "ne reçoivent pas aide et soutien de l'extérieur" car, a-t-il dit, "la sécurité du peuple afghan est surtout menacée par l'activité des pays voisins". M. Karzai participait vendredi à Rome à la clôture d'une table ronde sur "le rôle des femmes dans la démocratie, la justice et le développement" en Afghanistan.

VIOLENCES EN GUINEE**Conakry contre une enquête internationale**

La Guinée a rejeté vendredi l'envoi d'une commission d'enquête internationale après plusieurs semaines de manifestations hostiles au pouvoir qui ont fait au moins 113 morts et conduit le président Lansana Conté à décréter un état de siège très sévère. Dans le même temps, la France a indiqué être prête à évacuer plusieurs milliers de ressortissants étrangers, soulignant les inquiétudes de la communauté internationale devant une crise qui n'est toujours pas résolue même si l'état de siège a abouti à un retour au calme dans le pays.

Une amorce de retour au dialogue a eu lieu jeudi entre leaders syndicaux et responsables de l'Etat et de l'armée. Les parties devaient se retrouver hier. Les violences de jan-

vier-février ont fait l'objet de nombreuses condamnations, dont celles du Parlement européen qui a appelé à l'envoi sur place d'une commission d'enquête internationale. Dans la soirée, le ministre de la Justice, Alsény René Gomez, a rejeté une telle idée, estimant que "dès l'instant où une commission d'enquête a été mise en place au niveau national, la question d'une commission internationale ne se pose pas". Le garde des Sceaux a expliqué qu'une commission nationale avait déjà été créée avec des magistrats, des gendarmes, des responsables du Conseil national des organisations de la société civile et des syndicats, précisant toutefois que l'Organisation guinéenne des droits de l'homme (OGDH) et le groupe des avocats guinéens

avaient refusé d'y participer. "Nous sommes favorables à une enquête internationale, car on ne croit pas à l'objectivité de cette commission", a précisé à l'AFP le président de l'OGDH Thierno Maadjou Sow. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a pour sa part décidé vendredi d'appuyer une enquête nationale guinéenne sur les violences. Dans les rues de Conakry, la présence militaire a été alléguée vendredi. Seuls quelques barreaux ont été maintenus à des points sensibles de la capitale et — fait inédit — des hélicoptères de l'armée ont survolé le centre-ville dans l'après-midi.

Dans la capitale et en province, aucun trouble n'a été constaté vendredi par l'AFP et des habitants joints au téléphone. Mais la situation préc-

cupait toujours la communauté internationale. Le président français, Jacques Chirac, a annoncé que Paris se tenait prêt à évacuer les 2 000 Français, 4 000 Libanais et 500 à 600 Américains se trouvant dans le pays, alors que le bureau régional des Nations unies à Dakar a indiqué avoir "commencé à évacuer une partie du personnel non essentiel" en Guinée.

A Cannes (sud de la France), le sommet Afrique-France a adopté une résolution "appelant fermement les autorités guinéennes" à "sortir de l'impasse, à protéger les populations civiles et à enclencher un processus politique". Par ailleurs, la journée de vendredi a été endeuillée par l'annonce de la mort de vingt-deux prisonniers, asphyxiés mercredi à Nzérékoré (sud-est de la Guinée)

dans l'incendie d'une prison provoqué par des détenus qui tentaient de s'échapper. Le chef de l'Etat guinéen, au pouvoir depuis 23 ans, a décrété le 12 février un état de siège extrêmement contraignant, qui prévoit notamment un couvre-feu de 18 heures sur 24. Cette décision avait suivi l'annonce par les syndicats de la reprise d'une grève générale illimitée, suspendue le 27 janvier à la suite d'un accord avec la présidence.

La relance de la grève avait été décidée après la nomination le 9 février du ministre Eugène Camara au poste de Premier ministre. Ce dernier est jugé trop proche du chef de l'Etat, selon les syndicats, qui avaient convenu avec les autorités de la désignation d'un chef de gouvernement "de consensus".